

DIX ANS D'ÉVOLUTION DU PAYSAGE POLITIQUE FRANÇAIS

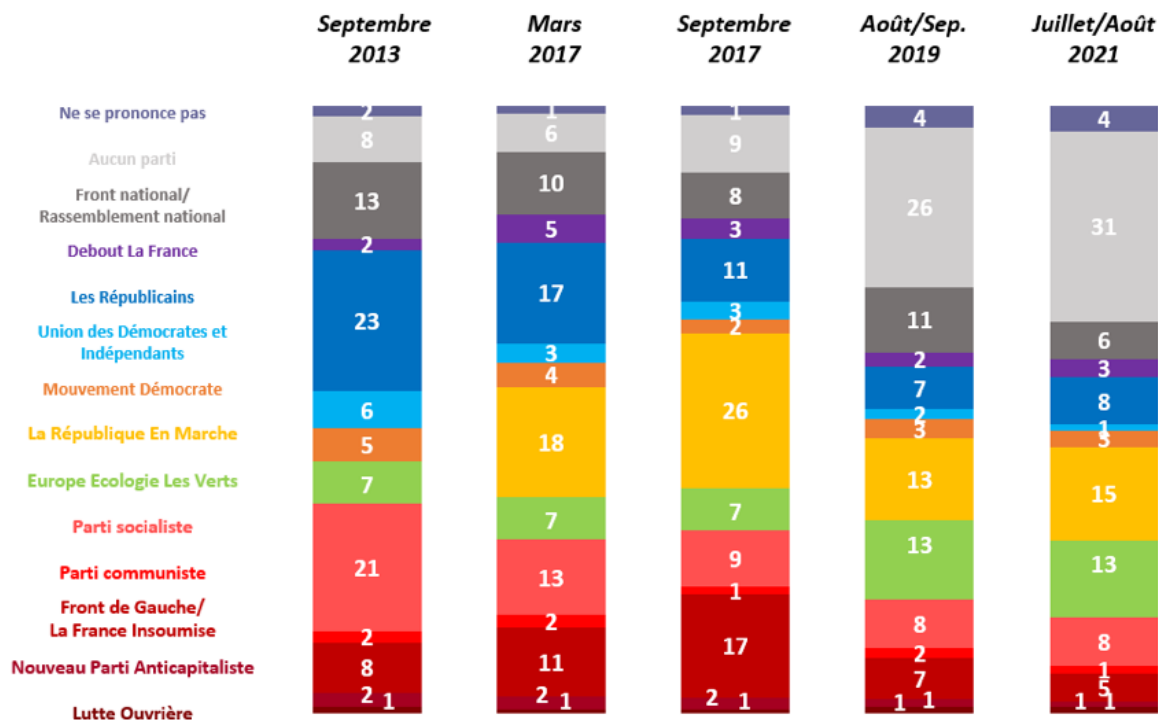
Paul Cébille

19/10/2021

Bientôt cinq années après le chamboulement du paysage politique français provoqué par l'élection d'Emmanuel Macron et la victoire de La République en marche aux élections législatives, que reste-t-il du « nouveau monde » ? Les élections nationales, que ce soit la présidentielle ou l'élection européenne, ont certes illustré la fin du duopole politique français du Parti socialiste et des Républicains (anciennement UMP). Pour autant, ces deux mouvements ont prouvé leur résilience en marginalisant leurs adversaires lors des élections locales (municipales, départementales et régionales). Cette double réalité complique la compréhension que l'on peut avoir du nouveau paysage politique en France, qui n'apparaît pas comme étant parfaitement stabilisé.

Ces dernières années, les partis politiques ont vu leur popularité se dégrader auprès des Français qui ne voient plus leur rôle d'un œil positif et bénéfique dans la résolution des grands enjeux. Dans ce contexte, et à partir d'un travail mené sur des cumuls de données Ifop sur la proximité partisane déclarée des Français depuis 2013, une analyse du système partisan inédite et moins contingente de la vie électorale peut être dressée. Cette étude fait apparaître une « balkanisation » de la sympathie partisane des Français avec en parallèle une progression forte de la désaffiliation politique (se traduisant par une spectaculaire hausse de l'abstention) qui crée une nouvelle « manne électorale » instable pour les candidats aux différentes élections. Le jeu électoral s'en trouve bouleversé et devient de plus en plus imprévisible.

En nous intéressant non pas aux intentions de vote pour l'élection présidentielle (qui sont en partie conditionnées et déterminées par l'image personnelle des différents candidats), mais en travaillant à partir de la proximité partisane, nous avons souhaité approcher et quantifier ce que « pesait » chacune des familles politiques dans le paysage idéologique contemporain au regard du nombre de leurs sympathisants.



L'élection présidentielle de 2017 marque la rupture entre les Français et le monde partisan

Au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, la France se retrouve dans une configuration inédite depuis soixante ans où ni la gauche, ni la droite républicaine ne sont qualifiées pour le second tour. Ces deux forces qui structuraient jusque-là la vie politique laissent un champ nouveau, mais minoritaire, à Emmanuel Macron (24%) et Marine Le Pen (21%) puisqu'ils totalisent à deux 45% des voix contre 56% pour François Hollande et Nicolas Sarkozy cinq ans plus tôt.

Conséquence d'une distance grandissante entre le monde politique français et les électeurs, nourrie d'une défiance confirmée vis-à-vis des partis politiques, ce nouveau champ politique encore mal stabilisé semble avoir vu s'éloigner une part non négligeable des Français de la vie politique partisane. On constate ce phénomène à la lumière du choix fait par une part croissante de personnes interrogées de ne se rattacher à aucune formation politique existante, malgré le large choix à disposition (12 formations politiques différentes proposées dans notre mesure Ifop). Stable

de 2013 à 2017 (à 10%), cette proportion des « sans préférence partisane » progresse de 20 points entre le début du quinquennat et l'été 2019 (30%), qui fait suite aux élections européennes. Depuis lors, cette masse de sans préférence partisane, qui rassemble près d'un tiers des Français, n'a pas diminué, comme si cette désaffiliation était durable. Encore minoritaire dans l'opinion, cette tendance suffit à rendre instable le champ politique, étant donné qu'elle détache d'idéologies partisans normalement cohérentes et structurées un ensemble de personnes susceptibles de modifier plus fréquemment leur vote d'une élection à l'autre, voire de tout simplement grossir les rangs de l'abstention, comme les derniers rendez-vous électoraux l'ont montré.

Le Parti socialiste et Les Républicains s'effondrent durablement

L'effondrement électoral du Parti socialiste et des Républicains est confirmé par l'analyse de la proximité partisane des Français où, selon un parallélisme presque parfait, les deux formations chutent sensiblement. Les Républicains – anciennement UMP – passe ainsi de 23% de Français sympathisants à 8% entre 2013 et 2021 et, pour le Parti socialiste, cette part de sympathisants chute de 21% à 8% : elles deviennent par là même des forces politiques parmi d'autres, alors que jusqu'en 2017 elles constituaient encore les deux principaux pôles de la vie politique.

Notre étude montre bien le processus de « siphonnage » de ces deux partis traditionnels par l'émergence de La République en marche, mouvement justement pensé pour s'en extraire et les dépasser. Alors que Parti socialiste et UMP représentaient près de la moitié des personnes déclarant une sympathie partisane en 2013, ils n'en rassemblent plus que 23% en 2017, moins que La République en marche (26%). Depuis le « big bang » de 2017, ce duopole n'a jamais su retrouver sa place. Le condominium PS-LR a été remplacé, nous l'avons vu, à la fois par une apathie partisane et par l'émergence du parti macroniste. Cette situation laisse penser que le destin de la « droite » et de la « gauche » en tant que structures partisans est durablement assombri. Pour ce qui est du Parti socialiste, l'hémorragie des effectifs militants (environ 20 000 au dernier congrès contre plus de 60 000 au début du quinquennat de François Hollande) illustre également cette perte de substance et cette dévitalisation.

La « marque » En Marche a su fédérer des sympathisants et fait désormais partie du paysage politique

Apparu en 2016 autour de la figure du ministre de l'Économie Emmanuel Macron, En marche puis La République en marche semblait devoir être un parti politique existant uniquement à travers la figure du candidat à l'élection présidentielle, dont il partageait jusqu'à peu – à l'occasion d'un

changement de nom annonceur d'une nouvelle page dans son histoire – les initiales « EM ». Atteignant 18% de la sympathie partisane des Français dès mars 2017, le parti présidentiel ira jusqu'à rassembler plus d'un quart des Français juste après l'élection d'Emmanuel Macron (26%). Malgré les difficultés rencontrées par Emmanuel Macron lors de la crise des « gilets jaunes » ou de l'adoption de certaines réformes et malgré le déficit d'implantation locale du mouvement, qui ne compte guère de barons locaux, la « marque » EM/LREM s'est installée dans le paysage politique avec un socle non négligeable et stable de Français maintenant leur rattachement partisan à En marche : 13% à l'été 2019 et 15% à l'été 2021. À l'aune du critère de la sympathie partisane, LREM apparaît désormais comme l'une des principales forces politiques du pays. Confirmant les données de popularité et les plus récentes intentions de vote, Emmanuel Macron et son mouvement réussissent à maintenir dans le temps un noyau de Français attachés aux valeurs qu'ils incarnent : la nécessaire réforme du système économique et social, l'attachement à l'Europe et une forme de modération au sein d'une société fracturée. Ainsi, loin d'avoir abandonné le président sur ces thématiques, ses soutiens continuent de s'identifier à La République en marche. Toutefois, il est important de rappeler le glissement qui s'est effectué entre 2017 et 2021 s'est opéré non pas vers la droite comme on a pu le lire, mais vers le centre-droit. La part de sympathisants La République en marche se retrouvant dans ce positionnement « centre-droit » passe sur cette période de 40% à 52%, alors que la part de ceux se positionnant « à droite » ne progresse que d'un point (de 16% à 17%).

Baromètre Ifop pour *L'Humanité*, dont la vague 4 a été réalisée du 8 au 12 septembre 2017 auprès d'un échantillon de 2002 personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, et la vague 8 a été réalisée du 2 au 6 septembre 2021 auprès d'un échantillon de 2016 personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus..

Europe Écologie-Les Verts devient la principale force politique à gauche mais paie son manque d'incarnation présidentielle

La trajectoire partisane d'Europe Écologie-Les Verts au sein de la société française est différente du tempo général imposé par l'élection présidentielle et semble s'affranchir de la fin de « l'ancien monde » politique. Le mouvement écologiste a vu sa popularité comme force partisane progresser au moment des élections européennes, où le parti occupa un espace politique tenu initialement par La République en marche, qui effectua au même moment un glissement vers la droite. Écologie et idéal européen seront les deux ponts au sein d'un électorat sociologiquement proche. Parallèlement, Europe Écologie-Les Verts a aussi pu récupérer des déçus de la gauche, ce double apport permettant au mouvement de passer de 7% de sympathies partisans à 13% en seulement deux ans et à se maintenir à un tel niveau depuis lors.

Dominant désormais l'hémisphère gauche de la vie partisane et rivalisant avec les principaux partis du centre et de la droite, Les Verts semblent toutefois, pour l'heure, manquer d'un vecteur leur permettant une traduction électorale de cette force partisane, à savoir l'incarnation présidentielle. La victoire très serrée de Yannick Jadot au second tour de la primaire écologiste (51%) illustre à la fois particulièrement bien ce problème, mais aussi l'existence au sein de ce mouvement de sensibilités diverses et divisées.

Le Rassemblement national, le parti « tribunicien » par excellence

Force politique à laquelle relativement peu de Français se rattachent en tant que sympathisants depuis 2013, le Rassemblement national avait été épargné par la mutation du système partisan français en restant stable autour de 13%-11% des citations sur la période étudiée. La baisse la plus notable est donc relativement récente, intervenant bien après le second tour de l'élection présidentielle et la prestation ratée de Marine Le Pen au débat d'entre-deux tours. De 2019 à 2021, la part de Français se disant proches du Rassemblement national chute ainsi de 5 points, passant à seulement 6% des citations, alors même que sa candidate Marine Le Pen conserve un socle solide en termes d'intentions de vote, lui permettant à ce stade d'envisager la qualification pour le second tour de l'élection présidentielle de 2022.

Cette chute marque sans doute le constat d'échec d'une certaine stratégie de normalisation du parti frontiste qui peine à encore attirer les Français alors qu'il occupe pourtant le terrain d'une offre politique jusqu'ici délaissée. S'ajoute son manque d'ancrage local, dans un mouvement fonctionnant encore largement selon une logique tribunicienne. Face à ces échecs et aux doutes qui entourent la capacité de Marine Le Pen à l'emporter dans le cadre d'une élection présidentielle, une bonne partie des électeurs frontistes viennent sans doute grossir désormais les rangs des personnes déclarant ne se rattacher à aucun parti politique.

La France insoumise, un parti orphelin de son « chef » ?

Victime d'une « rupture d'opinion » observée par l'Ifop en 2019 suite à la perquisition médiatisée au siège de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon a perdu une partie du crédit qu'il avait réussi à construire au moment de l'élection présidentielle de 2017, et a donc vu refluer l'attractivité du mouvement dont il est la principale incarnation. La France insoumise fait figure de mouvement politique majeur au moment de l'élection présidentielle de 2017, passant de 8% d'identification partisane en 2013 (avant sa création, l'item proposé aux sondés étant le Front de gauche) à 17% en

septembre 2017. À l'époque, le positionnement à la fois clairement de gauche, mais aussi écologiste et opposé au libéralisme européen avait permis à La France insoumise d'éclipser ses concurrents de gauche et de fédérer autour de cette marque nouvelle un nombre important de sympathisants. La marginalisation progressive de La France insoumise en termes de proximité partisane depuis 2017 est cohérente avec le score de la liste menée par Manon Aubry lors des élections européennes de 2019, qui obtient un score de seulement 6,3%. Aujourd'hui, le parti n'est plus cité que par 5% des personnes interrogées, marquant la moindre identification à ce mouvement et le doute qui s'est installé à gauche dans la capacité de Jean-Luc Mélenchon à incarner une « voix » de gauche.

Par-delà les fluctuations des intentions de vote présidentielles et les résultats des derniers scrutins locaux marqués par une abstention record, l'analyse en termes de sympathie partisane permet ainsi d'éclairer la recomposition du paysage politique à l'œuvre et d'apprécier l'état des forces en présence et le poids des différentes sensibilités idéologiques dans la population à quelques mois d'une échéance et plus de quatre ans après le big bang historique.

1. Baromètre Ifop pour *L'Humanité*, dont la vague 4 a été réalisée du 8 au 12 septembre 2017 auprès d'un échantillon de 2002 personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, et la vague 8 a été réalisée du 2 au 6 septembre 2021 auprès d'un échantillon de 2016 personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus.